

Lettre de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, adressé aux membres du Conseil européen, sur l'élaboration d'une stratégie par l'Union européenne face à la crise financière internationale, le 3 octobre 2008.

Monsieur le Président,

Une grave crise de confiance ébranle l'économie mondiale et l'activité financière.

L'Europe ne peut qu'être affectée par ses conséquences, en dépit du sérieux de la gestion de ses institutions financières.

Ainsi la croissance a fortement ralenti, les entreprises européennes, notamment les PME, sont confrontées à des difficultés croissantes de financement, alors qu'elles sont les premiers créateurs d'emploi et les moteurs de l'innovation en Europe.

Dans ce contexte, au cours des derniers jours, plusieurs Etats membres ont dû, dans l'urgence, prendre des mesures pour assurer la sauvegarde de leur système bancaire national, et ont manifesté ainsi leur détermination à assurer la pérennité du financement de l'économie et la sécurité des épargnants.

Au-delà de ces actions et des concertations informelles, l'intérêt européen commande un effort intense de coordination et de convergence des actions à mener. Nos citoyens attendent de notre part une action résolue pour les protéger.

Nous nous retrouverons dans moins de deux semaines, à Bruxelles, dans le cadre du Conseil européen, pour arrêter ensemble les principes de notre action commune. Il me paraît indispensable que nous arrêtions également à ce moment là des mesures concrètes propres à favoriser le retour à la confiance.

Afin de préparer de la manière la plus productive nos discussions, je souhaite que nos ministres des finances, qui se réuniront en Conseil Ecofin dès le 7 octobre prochain, élaborent une stratégie d'ensemble cohérente en matière de politique économique, qui permette de donner une réponse à la situation actuelle.

Je souhaite notamment qu'y figurent :

- un diagnostic partagé et un accord sur des mesures de politique économique les plus à même de favoriser un retour rapide de la croissance et une inflation contenue afin de soutenir le pouvoir d'achat des Européens. Je souhaite également des propositions permettant d'éviter un durcissement indû du financement des ménages comme de nos entreprises, notamment les plus petites £
- des propositions sur les moyens de remédier aux dysfonctionnements constatés : ceci passe par l'amélioration de la transparence et par une responsabilisation de tous les acteurs financiers £ ceci passe aussi par une meilleure prise en compte de la performance réelle dans la fixation des rémunérations des dirigeants et par des mécanismes qui évitent la prise de risque excessive dans la finance £
- les moyens de renforcer le système européen de supervision.

Il s'agira également de convenir entre nous des principes propres à assurer, dans les interventions que nous serions éventuellement amenés à encore effectuer vis-à-vis du secteur financier, le respect du cadre juridique de l'Union et l'absence d'impact indésirable pour les partenaires des décisions de chacun.

Cette situation d'urgence appelle unité et volonté de coopération dans l'action. Ce sera le principal enjeu de notre prochaine rencontre. Dès que possible je vous transmettrai les propositions de la présidence pour l'organisation de nos travaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.